

Une supplique adressée au pape Paul III (1534-1549) par un groupe de Valaisans

Léon KERN

*Stomachus lautioribus cibis fastiditus
saepe oluscula et pisciculos appetit.*

Ludovicus GOMES,
référendaire de Paul III.

Le document qui est l'objet de cette notice ¹ est une supplique originale, enluminée ², non datée, présentée à Paul III par Jean Kalbermatter et Antoine, son frère, Pierre Burgener, Pierre et Jérôme Miles et Etienne de Cabanis ³.

En soi, cette supplique n'éveille guère qu'un intérêt de curiosité. Sa décoration ne marque certainement pas une date dans l'histoire de l'art. Son contenu n'a rien de particulier : elle appartient à une catégorie de suppliques en matière gracieuse dont l'élément principal, et souvent même le seul, est une requête par laquelle le suppliant sollicite du souverain pontife la faveur

¹ Ce document, qui appartient à Madame Armand Carlen, à Reckingen, a été soumis à l'examen des Archives cantonales du Valais par l'entremise de Monsieur Louis de Kalbermatten. C'est avec la bienveillante autorisation de Madame Carlen que je le publie.

² Comme on le verra, les diplomatistes de langue allemande se servent souvent, quelle que soit l'importance de la décoration, du mot *Prunkbittschriften* pour désigner ces suppliques enluminées, de même que les historiens de l'art parlent de *Prunkhandschriften*. *Prunk* évoque le faste, la somptuosité, le luxe. Voir Tübner, *Deutsches Wörterbuch*, éd. Walther Mitzla, V (1954), p. 221. — Sur les suppliques en général, voir l'article *Supplik* de K. A. Fink, dans Buchberger, *Lexikon für Theologie und Kirche*, 2^e éd., vol. 9 (1964), col. 1190-1191.

³ De ces six personnages, seuls les frères Kalbermatter sont bien attestés ; voir plus loin, note 66. L'*Armorial valaisan* mentionne, p. 49, un Stephan de Cabanis, qui est gouverneur de Monthey 1541-1543, puis commissaire pour le dizain de Loèche lors du *Trinkelstierkrieg* 1550. Les autres me sont inconnus.

de choisir librement son confesseur. D'où le nom de *confessionale*⁴ donné à ces suppliques.

Actuellement, on est assez bien renseigné sur les documents de ce genre qui, jusqu'au début du XX^e siècle, n'ont pas, à ma connaissance, retenu l'attention des diplomatistes⁵. Ce sont les contributions apportées à leur étude par L. Schmitz-Kallenberg⁶, le P. Berthold Cernik⁷, Wilhelm Erben⁸ et le P. Bruno Katterbach⁹ qui ont ouvert la voie à des recherches et permis à Franz Fabian¹⁰, un élève de W. Erben, de consacrer, en 1931, tout un volume à cette matière.

Un des mérites de Fabian, sinon le principal, est de donner une liste — la plus complète établie jusqu'ici — de quarante et une suppliques enluminées, originales ou connues par des *vidimus* également enluminés, qui s'échelonnent de 1431 à 1521, du pontificat d'Eugène IV à la fin de celui de Léon X, avec les fac-similés de seize d'entre elles et le texte de onze autres inédites, ce qui n'est pas sans intérêt pour les diplomatistes et les historiens de l'art. Cette liste est munie de renvois aux différents chapitres de l'ouvrage, où l'on trouve de minutieuses observations, souvent positives, sur chacune de ces suppliques.

Les dates extrêmes 1431-1521 qui limitent le travail de Fabian paraissent valables. On n'a pas, que je sache, signalé jusqu'à ce jour des suppliques enluminées de cette catégorie antérieures à Eugène IV et postérieures à Léon X. Mais quarante et une suppliques pour une période de près de cent ans, cela est bien peu de chose, si l'on songe au grand nombre des requêtes de cette nature qui ont été certainement adressées au Saint-Siège.

⁴ Les érudits de langue allemande traduisent le mot *confessionale* par *Beichtbrief*. En français, on emploie parfois l'expression *lettre de confession*. Il m'a paru préférable de conserver le mot latin pour éviter toute confusion entre lettre de confession et billet de confession.

⁵ De ce point de vue, il n'y a pas lieu d'attacher, comme on l'a fait, trop d'importance à la brève notice d'Arnold von Luschin, *Gemalte Initialen*, dans *Mitteilungen der K. K. Central-Commission für Erforschung und Erhaltung der Baudenkmale*, XVII (1872), pp. XLIII-XLV.

⁶ *Practica Cancellariae Apostolicae saeculi XV. exeuntis*, Münster (Westf.), 1904, pp. XX-XXII, avec, devant la page de titre, une reproduction coloriée d'une supplique adressée au pape Innocent VIII (1484-1489). — Cité : Schmitz-Kallenberg, *Practica*.

Eine Prunksupplik des Kurfürsten Achilles, dans *Hohenzollern-Jahrbuch*, 9 (1905), pp. 207-209, également avec une reproduction coloriée de cette supplique adressée au même pape (1476-1478).

⁷ *Das Supplikenwesen an der römischen Kurie und Suppliken im Archiv des Stiftes Klosterneuburg*, dans *Jahrbuch des Stiftes Klosterneuburg*, 4 (1912), pp. 327-345. — Cité : Cernik.

⁸ *Bemalte Bittschriften und Ablassurkunden*, dans *Archiv für Urkundenforschung*, VIII (1923), pp. 160-183. — Cité : Erben.

⁹ *Päpstliche Suppliken mit der Klausel sola signatura*, dans *Römische Quartalschrift*, XXXI (1923), pp. 184-196.

Specimina supplicationum ex registris Vaticanis, subsidiorum Tabularii vaticani, volumen II extra, Romae, 1927. — Cité : Katterbach, *Specimina*.

¹⁰ *Prunkbittschriften an den Papst*, Graz-Wien-Leipzig, 1931 (= *Veröffentlichungen des Historischen Seminars der Universität Graz*, X). — Cité : Fabian.

Il est évident que la liste dressée par Fabian ne pouvait être exhaustive. Lui-même est d'ailleurs loin de le prétendre¹¹. Ces suppliques originales en-

¹¹ Il décrit des suppliques qui sont conservées dans des archives privées ou publiques en Autriche, en Allemagne, en Italie, en Espagne et en Suisse. Il n'a pas entrepris des recherches systématiques dans tous ces pays. A le faire, il aurait immanquablement couru le risque de ne jamais aboutir. Avec raison, il s'est contenté de mieux étudier les suppliques qui étaient déjà plus ou moins bien connues et celles que d'autres érudits, en particulier son maître W. Erben, lui ont signalées. Concernant la Suisse, il ne décrit qu'une supplique, unique en son genre, que conservent les Archives d'Etat de Bâle (Prediger N° 1138), et dont il donne, pl. XII, une reproduction en couleurs, fort bien venue. Personnellement, je n'en saurais dire davantage, si je ne devais à la science et à l'amitié de M. Henri Meylan d'avoir été mis sur la trace d'autres pièces semblables à celle qui est l'objet de cette notice. Dans l'impossibilité d'entrer ici dans les détails, je me bornerai au nécessaire.

Un *confessionale*, dépourvu de date, accordé à Ulrich Zwingli et à onze Zurichois, a été publié par Emil Egli dans ses *Analecta Reformatoria*, I (1899), pp. 13-16, n° 9, d'après l'original conservé alors au Musée historique de St-Gall. Cet original ne se retrouve plus aujourd'hui. La Bibliothèque centrale de Zurich en possède heureusement une photographie (Zw N 68), faite probablement en 1919. M. J. P. Bodmer, conservateur du département des manuscrits, a eu la grande obligeance, et je l'en remercie vivement, de m'en procurer une copie.

Cette photographie permet de compléter la description sommaire donnée par Egli et de reviser certaines lectures. L'adresse *Beatissime Pater*, en grandes capitales, en alternance régulière, rouges et bleues (indication d'Egli), occupe toute la première ligne et constitue le seul élément décoratif. Mais il est évident que ce document devait être plus amplement décoré. Dans les clauses du sommaire, qui toutes commencent par la conjonction *Et*, la lettre *E* fait chaque fois défaut. On peut tenir pour assuré que deux grands *E* superposés, effilés et allongés, l'un rouge, l'autre bleu, étaient prévus. (Voir ce que je dis de la supplique des Valaisans, p. 229). De plus, la marge laissée à gauche, au-dessous de l'initiale *B* du mot *Beatissime*, qui débordait largement le texte, était sans aucun doute destinée à recevoir une ornementation. Ce qui prouve que ces suppliques étaient parfois présentées à la signature avant d'avoir été décorées. Voir Fabian, p. 85. La signature du cardinal d'Agén, Leonardo Grosso della Rovere, n'appelle aucune remarque. Celle de C. de Rubeis a toutes les caractéristiques de la signature d'un *scriptor*. Le verso de cette supplique n'a pas été photographié. Egli y a relevé la signature du correcteur : *Phil(ippus) de Senis, cor(ector)*. Selon toute vraisemblance, ce *confessionale* a été accordé sous le pontificat de Jules II, après 1505. Ce n'est pas ici le lieu de discuter la date, 1512-1513, proposée par Egli.

Une autre supplique originale, enluminée, non datée, adressée au souverain pontife par la famille Tacheron et d'autres familles de Moudon, mériterait d'être étudiée en détail, ne serait-ce que pour sa décoration. Elle est la propriété de M. David Burnand, à Lausanne, qui m'a très aimablement permis, et je lui en suis reconnaissant, de l'examiner à loisir, grâce à l'entremise de M. Henri Meylan. Elle porte les signatures du cardinal d'Agén, du référendaire A. Agiensis [Antonio Orso, vénitien, évêque de Canea (Agien), en Crète] et du *scriptor* P. Camillotus. Au verso devrait se trouver le nom du *corrector*. Je n'ai pas pu le vérifier, cette supplique étant conservée sous verre. Les signatures du cardinal et du référendaire permettent de dater ce document des années 1505 à 1508, peut-être 1511 (date de la mort d'Antonio Orso), en tout cas du pontificat de Jules II. Ainsi il est possible d'identifier avec certitude les armoiries du pape qui sont représentées dans le médaillon de l'angle gauche, mais dont les figures, sur champ d'azur, sont très difficiles à distinguer. Ce sont celles de la famille della Rovere à laquelle appartenait Jules II : d'azur à un chêne d'or avec racines, l'écu étant sommé de la tiare pontificale et des clés de Saint-Pierre. A l'angle droit, se trouve un autre médaillon avec un écu au champ d'azur, sommé d'un chapeau de cardinal avec glands. Les figures sont totalement effacées. Toutefois, on peut raisonnablement supposer qu'il s'agit des armoiries d'un autre membre de la famille della Rovere, peut-être celles du cardinal d'Agén qui a signé la supplique. Fabian, pp. 42-44, a longuement disserté, à propos de Jules II, sur un cas semblable, où il a été fort embarrassé pour identifier le second personnage de la très nombreuse

luminées, remises immédiatement aux bénéficiaires après la signature, sont dispersées dans des archives privées ou ont passé dans des archives publiques, et il est souvent difficile de les repérer. Mais il est hors de doute que beaucoup d'entre elles ont disparu¹².

Pour conclure cette brève introduction, je voudrais faire encore une remarque. Il est manifeste que la décoration, si intéressante qu'elle soit, ne détermine en rien la forme diplomatique de ces suppliques. Fabian l'a bien compris, puisqu'il a consacré une bonne partie de son ouvrage aux questions de la signature, de la date et des copies authentiques. Mais, à s'en tenir aux seules suppliques enluminées et en laissant de côté celles qui ne le sont pas¹³, il a restreint le champ des observations et des comparaisons qu'il aurait pu faire. Je crois qu'il faudrait aborder une étude de ce genre dans un cadre aussi large que possible et préciser ce que ces documents apportent ou peuvent apporter de nouveau à la diplomatique pontificale.

Que l'on n'attende pas de moi cette étude. Dans les quelques pages qui suivent, on ne trouvera pas un exposé systématique, mais beaucoup de notes de lecture et des renseignements sur les recherches que j'ai été amené à faire sur quelques points¹⁴. S'il ne m'a pas paru inutile de publier la supplique adressée par les Valaisans à Paul III, c'est parce que sa date tardive lui confère un certain intérêt et que l'écu aux armes de France, qui constitue un des éléments de sa décoration, soulève un problème d'histoire qu'il vaut la peine d'examiner.

famille della Rovere. Il ne faut pas attacher une importance particulière aux médaillons restés en blanc dans les bordures de gauche et de droite. Voir par ex. Fabian pl. VI, VII, IX, XIV.

Une troisième supplique, également non datée, adressée par la famille de Lornay à Innocent VIII, signée par le cardinal Aleriensis [Ardicinus della Porta, créé cardinal le 14 mars 1489], transcrite par le docteur Chaponnière d'après l'original, a été publiée avec une mauvaise traduction française, accompagnée d'un inepte commentaire, aussi faux que venimeux, par le pasteur J. Gaberel dans son *Histoire de l'église de Genève...*, t. I, Genève, 1853, p. 46 et pp. 176-178. Dans la 2^e édition de ce t. I, parue en 1858, seule la traduction française a été reproduite, pp. 217-218. Le texte latin et les commentaires ont été supprimés. On ne sait pas si l'original était enluminé et ce qu'il est devenu. Des recherches permettraient peut-être de le retrouver.

Egli a signalé deux vidimus, non enluminés, que conservent les Archives d'Etat de Zurich (E II 335, fol. 1999). Il ne serait pas sans intérêt de les étudier, ainsi que les textes publiés, avec l'honnêteté qui manque à Gaberel, par Joh. Henricus Hottinger, *Historiae Ecclesiasticae Novi Testamenti*, t. VII, Turigi, 1665, pp. 114-124.

¹² Si certaines ont été conservées à cause de leur décoration, d'autres, moins richement ornées, qui ne présentaient plus aucun intérêt pour les descendants des bénéficiaires, ont été employées à toutes sortes d'usages. Ainsi, le verso de la supplique étudiée ici est couvert de chiffres et de griffonnages. Et, sur le recto, à la fin du texte et au-dessus du sommaire, une main des dernières années du XVIII^e siècle ou du début du XIX^e, a écrit une prière en allemand que l'on a fait disparaître sur la reproduction qui accompagne cette notice.

¹³ Outre les *confessionalia* munis de la clause *sola signatura sufficiat*, il faudrait aussi tenir compte de ceux qui ont été parfois accordés sous forme de brefs ou de *motu proprio* et même insérés, de curieuse manière, dans des affiches d'indulgence. Sur ce dernier cas, voir *Revue d'histoire franciscaine*, I, 1924, pp. 209-215.

¹⁴ Mon propos n'est que de commenter cette supplique, en ajoutant parfois quelques indications d'ordre général qui pourraient être utiles.

Voici comment se présente cette supplique dont on trouvera une reproduction en noir quelques pages plus loin :

Le parchemin, qui mesure environ 45 cm de largeur et 34 de hauteur, est en assez mauvais état. En partie effacé et mutilé, il a certainement souffert de sa conservation dans un endroit humide.

Selon l'usage, la supplique est écrite toute entière d'un seul côté.

Trois bandes, d'inégale largeur, se coupant à angle droit et laissant libre le bas du parchemin, encadrent le texte ; ces bandes, bordées de rouge et d'un filet d'or, sont ornées de rinceaux coloriés, verts, bleus, rouges, relevés çà et là par quelques pointes d'or.

L'angle gauche du cadre est occupé par une lettrine d'or¹⁵, un grand B, dont les panses, fortement arrondies, abritent les armoiries du pape Paul III, Alexandre Farnèse¹⁶ : d'or à six fleurs de lis d'azur, placées — un peu maladroitement — 3, 2, 1. L'écu, posé sur les clés de Saint-Pierre peintes en bleu, est sommé d'une tiare à trois couronnes d'or.

Au milieu de la bande supérieure s'enchâsse un médaillon de grand module, bordé d'or, représentant, sur un fond rouge, un voile blanc avec la tête du Christ nimbé d'or, détaché d'une image de Véronique déployant le linge sur lequel s'est imprimée la sainte Face.

A l'angle droit, se trouve un grand médaillon bordé d'or avec l'écu de France, d'azur à trois fleurs de lis, disposées 2 et 1, sommé d'une couronne d'or à trois fleurons, doublée d'un bonnet de couleur rouge.

Les lettres de la formule : *Beatissime Pater*, en grandes capitales, sauf la lettrine B, alternent régulièrement en or, rouge et bleu.

Au bas, à gauche, le sommaire (*summarium in quo substantialia quaeque contineantur*)¹⁷ qui donne en abrégé et, en forme de colonne, la liste des indults énumérés dans la supplique. Chacun de ces indults commençant par la conjonction *Et* — dans le cas particulier, il y en a douze —, tous les *E* sont remplacés par deux grands *E* superposés, effilés et allongés, l'un rouge, l'autre bleu.

¹⁵ L'or, mis au pinceau, est légèrement bruni. Il est aisé de se rendre compte de son état naturel, en regardant le parchemin « au verso par transparence, c'est-à-dire en tournant la partie dorée du côté de la lumière » (Henry Martin, *La miniature française du XIII^e au XV^e siècle*, Paris et Bruxelles, 1923, p. 7).

¹⁶ Sur ces armoiries, voir D. L. Galbreath, *A Treatise on Ecclesiastical Heraldry. Part. I. Papal Heraldry*, Cambridge, 1930, pp. 89-90.

¹⁷ Tangl, *Die päpstlichen Kanzleiordnungen von 1200-1500*, Innsbruck, 1894, p. 377, § 33.

Le texte * se lit ainsi :

BEATISSIME PATER. Ut animarum saluti devotorum oratorum vestrorum Johannis Kalbermatter, Antonii Kalbermatter, Petri Bursiner, Petri et Jheronimi Militis / et Stephani de Cabanis, coniugatorumque uxorum et utriusque sexus liberorum Sedunen^a salubrius consulatur, sup[p]licant humiliter vestre / sanctitati^b oratores prefati, quatenus eis specialem gratiam facientes, (a) ut confessor idoneus secularis vel cuiusvis ordinis regularis presbiter, quem eli- / gendum duxerint, ipsos a quibusvis excommunicationis, suspensionis et interdicti aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris et penis a iure vel ab ho- / mine quavis occasione vel causa latis ac votorum quorumcumque et ecclesie mandatorum transgressionibus, periuriorum et homicidii / casualis vel mentalis reatibus manuum violentarum in quasvis personas ecclesiasticas, non tamen prelatos, de preterito iniec- / tionibus, ieiuniorum horarumque canonicarum ac divinorum officiorum et penitentiarum iniunctarum in toto vel in parte omissionibus necnon / ab omnibus eorum peccatis, de quibus contriti fuerint et confessi^c, etiamsi essent talia, propter que foret apostolica consulenda^d / sedes, de reservatis, exceptis contentis in bulla cene Domini, semel in vita et in mortis articulo, de aliis non reservatis casibus, / totiens quotiens opus fuerit, absolvere et pro com[m]issis penitentiam salutarem iniungere, vota vero quecumque - ultramarino, / visitationis liminum apostolorum Petri et Pauli de Urbe ac Jacobi in Compostella, religionis et castitatis votis dumtaxat / exceptis - in alia pietatis opera commutare et quecumque iuramenta sine alicuius preiudicio relaxare ac semel in vita et in / mortis articulo plenariam omnium peccatorum suorum remissionem et absolutionem apostolica auctoritate impendere valeat ; (b) liceatque cuilibet / oratori presbitero seu nobili vel graduato habere altare portatile cum debito honore super quo in locis ad hoc honestis etiam / non sacris et ecclesiastico interdicto ordinaria auctoritate supp[o]sitis, dummodo causam huiusmodi non dederint interdicto, etiam / antequam elucescat dies, circa tamen diurnam lucem in sua [et su]orum familiarium domesticorum presentia missas et alia officia / divina celebrare seu celebrari facere ac illis interesse [ne]cnon eucharistiam et alia sacramenta ecclesiasti[ca sin]e pre- / iudicio recto[ris], preterquam in Paschate, recipere ; (c) et oratorum de[ce]dentium corpora sine funerali pompa ecclesiasti[ca tr]adi [po]ssint se- / pulture ; (d) et in[su]per ut unam vel duas ecclesias aut duo vel tria altaria in partibus ubi oratores

* Les lettres (a-g) en caractères mi-gras, marquent le début des différentes parties de la supplique. Le document étant mutilé, j'ai suppléé entre crochets carrés aux parties manquantes, là où le texte ne présentait aucune difficulté. Dans quelques cas, j'ai signalé des omissions possibles, mais sans les introduire dans le texte.

^a Sedunen. Il est difficile de dire s'il faut lire Sedunensis et supposer que le mot diocesis a été omis (ce qui est la formule habituelle), ou Sedunensium et donner à ce mot le sens de fidèles du diocèse de Sion, à moins de prouver que, dans le cas particulier, il s'agit d'habitants de la ville de Sion.

^b vestre sanctitati, voir p. 232.

^c La formule généralement employée à cette époque est : corde contriti et ore confessi.

^d Dans cette formule, le verbe consulenda est régulièrement précédé de l'adverbe merito, dont l'omission est rare. Voir par ex. Registres d'Innocent IV, éd. Berger, n° 1613.

resederint quadragesimalibus / et aliis temporibus et diebus stationum urbis Rome visi[tan]do, tot indulgentias et peccatorum consequantur remissiones / quas consequerentur si singulis diebus eisdem singulas dicte [urbis] et extra eam ecclesias personaliter visitarent ; (e) preterea eisdem quadra- / gesimalibus et aliis temporibus et diebus prohibitis ovis, butir[o], caseo et aliis lacticiis ac carnibus de utriusque medici consilio / uti ; (f) ceterum ut mulieres una cum tribus aut quatuor aliis honestis mulieribus per eas eligendis quater in anno quecumque monasteria monialium cuiusvis etiam / sancte Clare ordinis de inibi presidentium licentia ingredi ac cum eisdem conversari, dummodo ibidem non pernotent, possint et valeant / (g) concedere dignemini de gratia speciali, constitutionibus et ordinationibus apostolicis ac cancellarie regulis non obstantibus quibuscumque.

Et de reservatis semel in vita et in mortis articulo premissis exceptis ut supra.
 Et de non reservatis huiusmodi sedi^e casibus totiens quotiens opus fuerit ut supra.
 Et de commutatione votorum et relaxatione iuramentorum ut premititur.
 Et de plenaria remissione et absolutione semel in vita et in mortis articulo.
 Et de altare portatili cum clausula ante diem et in locis interdictis ut supra.
 Et quod tempore interdicti oratorum corpora ecclesiastice tradi possint sepulture.
 Et de indulgentiis stationum Urbis visitando ecclesias vel altaria ut supra.
 Et de esu ovorum, butiri, casei et aliorum lacticiniorum ac carniū ut supra.
 Et de ingrediendo monasteria monialium pro singulis mulieribus ut supra.
 Et cum derogatione cancellarie apostolice regularum in contrarium editarum.
 Et quod presens indultum duret ad vitam oratorum et sola sufficiat signatura.
 Et quod presentium transumptis autenticis fides detur que pro singulo oratore ad partem ipsius nomen et cognomen ac uxorum et liberorum exprimen fieri possint^f.

Concessum ut petitur in presentia domini nostri pape B(artholomaeus) cardinalis Guidicionus.

L(udovicus) Milanensis.
 B. de Epiphaniis.

Au dos : A. Fusconius corrector.

^e En général, dans cette clause, la formule habituelle est *sedi apostolice ou sedi predictae*.

^f La dernière ligne de cette clause, *partem... possint, n'est qu'en partie lisible, mais le sens général est clair. Ipsi est probable, mais pas certain. Exprimen n'est surmonté d'aucun trait d'abréviation. Je n'ai trouvé aucune formule semblable. Il y a probablement là une erreur du scribe.*

Cette supplique appelle quelques commentaires.

La décoration a, sans aucun doute, été exécutée à Rome par un homme de métier, familier des procureurs ou des agents qui se chargeaient d'obtenir, pour les pétitionnaires, la mise en forme d'une supplique dûment signée. A propos de l'ornementation de certaines lettres d'indulgence collectives, le P. Hippolyte Delehaye écrivait : « La valeur artistique dépend naturellement du talent de l'enlumineur et, sans doute, du prix que l'on voulait y mettre ¹⁸. » Il est bon de le rappeler ici. La présence des armoiries du pape est conforme à la tradition, de même que la représentation du voile de Véronique ¹⁹. Quant à l'écu aux armes de France, il en sera question plus loin.

D'une manière générale, bien que certaines formules soient resserrées, ce texte ne diffère pas sensiblement de celui des suppliques de cette catégorie de la fin du XV^e siècle et du début du XVI^e. Il s'ouvre par l'adresse au pape *Beatissime Pater*, qui est suivie de la formule usuelle : *Ut animarum saluti ... salubrius consulatur*. Il n'y a pas lieu de s'arrêter sur quelques omissions qui sont probablement le fait d'une négligence du scribe, mais qui peuvent avoir un caractère accidentel ²⁰. On sait de reste combien fréquentes sont les incorrections dans les suppliques, surtout à cette époque ²¹. On peut se demander dans quelle mesure des suppliques de ce genre retenaient longuement l'attention du correcteur, dont le nom figure au verso.

Toutefois, la formule « ... *supplicans* ... *vestre sanctitati* ... » mérite un bref examen. A première vue, elle paraît insolite. Depuis le début du XIII^e siècle, une règle voulait que, dans l'ordre suivant, les mots *sanctitati vestre* fussent abrégés par les sigles S. V. ²². Au XVI^e siècle, on alla même jusqu'à prétendre qu'une dérogation pouvait être l'indice d'un faux ²³. De fait,

¹⁸ *Analecta Bollandiana*, XLIV-XLVI (1926-1928), tiré à part, p. 95.

¹⁹ A l'ostension du voile de Véronique, conservé à Saint-Pierre, étaient attachées de nombreuses indulgences que les pèlerins recherchaient avec avidité. C'est pourquoi, il semble que l'image du voile ait été plus fréquemment représentée sur les lettres d'indulgence que sur les *confessionalia*. Voir l'article *Veronica* par A. P. Frutaz, dans *Enciclopedia Cattolica*, vol. XII, avec une abondante bibliographie du sujet.

²⁰ Voir les notes c, d, e du texte de la supplique.

²¹ Voir les rapports adressés à Alexandre VI : ...*maior pars supplicationum fit per copistas et homines penitus ignaros*... ; et à Léon X : ...*item aliqui sunt scriptores qui adeo male scribunt*... (W. v. Hofmann, *Forschungen zur Geschichte der kurialen Behörden vom Schisma bis zur Reformation*, II (1914), p. 236 et pp. 244-245 (= *Bibliothek des kgl. preussischen Instituts in Rom*, XIII).

²² *Libellus de formis petitionum secundum cursum Romane curie*, écrit par le cardinal Guala Bichieri, avant 1227, éd. R. von Heckel, dans *Archiv für Urkundenforschung*, I (1908), pp. 502 et suiv. — Exemple concret dans *Registres de Grégoire IX*, éd. Auvray, n° 4758 [vers 1230]. — *Supplicat S. V. Et ita scribitur cum abbreviaturis et ubicunque ponitur S. pro termino Sanctitatis et V. pro termino Vestre* [1495-1497]. Schmitz-Kallenberg, *Practica*, pp. 2-3. — Voir les suppliques originales découvertes depuis 1906.

²³ ... *Si signatura extensè fuerit scripta, sic sanctitati vestrae, suspecta praesumitur, quia non est concepta secundum stylum curiae Romanae*... Petrus Rebuffus, *Praxis beneficiorum*..., Lugduni, 1564, p. 135. — Dans son traité *Commissionum praxis et theoria*, Quintilianus Mandosius, avocat auprès de la Curie, réfute l'opinion de Rebuffus, alors professeur à l'Université de Paris : *S. V. Abbreviatè hae sunt duae dictiones scribi consuevere. Sed non est stilus ita firmus et fixus, quin extensè scribi possint hoc modo, videlicet Sanctitati Vestrae. Et licet Rebuffus praxis Romanae inscius, ex alicuius forsan parum Romae etiam versati seu alicuius indocti relatione*... (éd. Venetiis, 1584, p. 8).

[illegible][illegible]

Consequenter fuit indicatum quod B. C. G. G. G.

Mr. [unclear]

την ψυχήν σου

il est certain que cette règle n'a pas été appliquée de façon rigoureuse²⁴. Il n'est pas difficile de citer des suppliques, dont l'original est conservé, où les mots *sanctitati vestre* sont écrits en toutes lettres²⁵. En revanche, l'inversion est plus rare. Mais on la trouve précisément dans des suppliques originales enluminées, du temps d'Alexandre VI et de Jules II²⁶. Ainsi, dans le cas particulier, la formule *vestre sanctitati* ne saurait être considérée comme une erreur imputable au scribe.

La signature du cardinal Guidiccioni, de cette écriture « un po' sgraziata ma vigorosa » pour reprendre l'heureuse expression de Hubert Jedin²⁷, ainsi que la signature du référendaire L. Milanese sont incontestablement de leur main²⁸. Le troisième signataire B. de Epiphaniis, que je ne suis pas parvenu à identifier, est sans aucun doute le *scriptor*²⁹, comme le prouve l'écriture du texte. Sa signature décorative présente d'ailleurs toutes les caractéristiques de celles des *scriptores*³⁰. M'est également inconnu le correcteur A. Fusconius, dont la signature se trouve au dos du document.

²⁴ Voir par exemple une supplique originale présentée à Clément V par Jacques II d'Aragon, en 1305 (Finke, *Acta Aragonensia*, t. III (1923), pp. XXVII-XXVIII), reproduite partiellement en fac-similé par H. Foerster, *Urkundenlehre in Abbildung* (Bern, 1951), pl. XXX, où les mots *sanctitati vestre* sont écrits en toutes lettres et une autre supplique originale du même roi au même pape, en la même année, avec les sigles S. V. (Finke, *ouvr. cité*, p. XXVIII).

²⁵ Fabian, *ouvr. cité*, pl. V (1474-1475), pl. VII (1484-1489), pl. VIII (1494), pl. IX (1492-1496), pl. XV (1516), pl. XVI (1513-1521).

²⁶ Fabian, pl. X (vers 1500), pl. XI (1501), pl. XII (1503-1513). — Dans un extrait d'un registre de suppliques de la Pénitencerie (fin du XIV^e siècle ou début du XV^e), on trouve : *Supplicat V. S.* Il est regrettable que l'on ne puisse pas faire état de cet exemple, le manuscrit étant souvent fautif. E. Göller, *Die päpstliche Poenitentie...*, I, 2 (1907), p. 158, n° 19 (= *Bibliothek des kgl. preussischen Instituts in Rom*, III).

²⁷ *Concilio et riforma nel pensiero del Cardinale Bartolomeo Guidiccioni*, dans *Rivista di Storia della Chiesa in Italia*, II (1948), p. 34. Remarquable article dont il sera question plus loin.

²⁸ Des photographies de deux documents originaux portant les signatures autographes du cardinal Guidiccioni — en latin, *Guidicionus*, en italien, *Guidiccioni* — et du référendaire Milanese m'ont été procurées par Mgr Hoberg, vice-préfet des Archives du Vatican, par l'entremise de Mgr A. P. Frutaz. Qu'ils reçoivent ici tous deux mes vifs remerciements.

²⁹ Dans le *Liber Notarum Johannis Burckardi*, connu communément sous le nom de *Diarium*, paru dans la nouvelle édition des *Rerum Italicarum Scriptores*, t. XXXII, partie I, vol. II, Città di Castello, 1921, Enrico Celani, p. 102, note 1, mentionne l'existence, dans une église de Rome, d'un monument funéraire portant l'inscription que voici : D.O.M. CLEMENTI EPIPHANIO PRBRO FLORENTINO SOLLICITATORUM APLICORUM CAPELLANO DIEM RESURRECTIONIS EXPECTANTI GREGORIUS EPIPHANIUS ARCHIVIO RO. CU. SCRIPTOR HERES UNIVERSALIS PATRUO B. M. POSUIT VIXIT ANNOS LXIII MEN. VIII DIES XVI OBIIT XXIII SEPT. MDXXIII SEDE VACANTE.

Il est possible que le *scriptor* B. de Epiphaniis ait été apparenté au *scriptor* Gregorius Epiphanius, dont il est question dans cette inscription. — Cette signature est apposée au bas de la supplique, dans le coin droit. Voir deux autres exemples dans Fabian, pl. XIII et XVI.

³⁰ Sur ces signatures, voir Helene Burger, *Beiträge zur Geschichte der äusseren Merkmale der Papsturkunden im späteren Mittelalter*, dans *Archiv für Urkundenforschung*, XII (1932), pp. 236-237. — On trouvera d'excellents exemples de signatures de *scriptores*, portées sur le recto ou sur le repli, dans les *Exempla scriptorum* publiés par la Bibliothèque du Vatican, Fasc. III, *Acta Pontificum*, coll. Iulius Batelli, [Rome], 1^{re} éd., 1933, pl. 34 ; 2^e éd., 1965, pl. 29^b, 31, 35, 37.

Au total, rien ne permet de suspecter l'authenticité de cette supplique ³¹.

Il est aisé d'en définir la nature et la portée. Pour faire court, on peut dire que, par cette supplique, les pétitionnaires sollicitent le souverain pontife de leur accorder l'autorisation de se choisir un confesseur qui pourra les absoudre de tous leurs péchés, même, dans certains cas, de péchés réservés, et qui aura la faculté de leur octroyer l'indulgence plénière, c'est-à-dire pleine et entière remise de toutes les peines. En même temps, ils demandent des indults, divers privilèges, des faveurs d'ordre spirituel : autel portatif, célébration de la messe à l'aube, office divin, sacrements et inhumations en un lieu frappé d'interdit, communication des indulgences des stations de Rome, dispense de l'abstinence du laitage, des œufs et de la viande aux temps et jours prohibés, autorisation aux femmes de pénétrer dans la clôture des monastères de moniales. C'est, au plein sens du mot, une supplique en matière de grâce, qu'il ne faut pas confondre avec la concession d'indulgence, telle qu'on la trouve dans les lettres pontificales.

L'élément essentiel, celui qui constitue le *confessionale* proprement dit, est le libre choix d'un confesseur auquel sont conférés des pouvoirs plus ou moins étendus qui doivent être strictement conformes aux règles de la chancellerie apostolique. Les privilèges qui s'y ajoutent ne concernent en rien le confesseur. Mais, vers la fin du XV^e siècle, le mot *confessionale* est employé comme terme générique pour désigner les suppliques de cette catégorie, réunissant *confessionale* et privilèges ³².

Les traits caractéristiques de cette supplique étant bien précisés, un commentaire détaillé des facultés concédées au confesseur déborderait le cadre de cette notice et n'apporterait rien de nouveau. Néanmoins, il n'est peut-être pas inutile d'attirer l'attention sur les deux cas réservés au pape, qui ont été parfois mal compris.

C'est au souverain pontife qu'il appartient d'absoudre ceux qui tomberaient sous le coup des excommunications générales fulminées dans la constitution appelée bulle *in cena Domini*, parce qu'elle était solennellement lue et publiée, chaque année, à Rome, le jeudi saint (*feria V in coena Domini*). Il ne s'agit pas d'une bulle désignée par les trois premiers mots de son texte. Sous les pontificats de Jules II et de Paul III, cette constitution, dont le contenu a varié au cours des temps, commençait par le mot *Consueverunt* ³³.

³¹ On sait de reste que les suppliques n'étaient pas à l'abri des faussaires. Un exemple entre cent. Dans son *Liber notarum*, éd. Celani, vol. II, p. 331, à la date du 6 juillet 1502, Jean Burcard raconte le cas d'un clerc du diocèse de Bâle, nommé Jérôme Hermelin, qui fut mis au pilori, coiffé d'une mitre et exposé à Saint-Pierre pendant le consistoire, durant cinq heures environ, pour avoir falsifié les signatures de deux cardinaux apposées sur onze suppliques, ainsi que les dates et les marques d'enregistrement.

³² Plusieurs textes probants. Je n'en citerai qu'un : *visuris... certas confessionalis in modum supplicationis unacum certis indultis et facultatibus insertis litteras infrascriptas...* (vers 1500). Fabian, pl. XI.

³³ F. Claeys Bouuaert, *Bulle in Coena Domini*, dans Naz, *Dictionnaire de droit canonique*, II (1937), col. 1132-1336 ; la bibliographie qu'il donne s'arrête à l'année 1897. — Willibald M. Pöchl, *Geschichte des Kirchenrechts*, II, Wien-München, 1955, pp. 334 à 337, se réfère à l'article de Claeys Bouuaert. — L'étrange est que ni l'un ni l'autre de ces canonistes ne citent la contribution, encore valable, d'Emil Göller, dans son ouvrage *Die päpstliche Poenitentie...*, I, 1 (1907), pp. 242-277, et II, 1 (1911), pp. 190-208.

Quoique le confesseur puisse, en principe, commuer en œuvres pies tous les vœux (*vota quaecumque*), seul le pape a le pouvoir de délier de leurs vœux ceux qui se sont engagés à s'en aller en pèlerinage en Terre sainte, à Rome, aux tombeaux des saints Pierre et Paul, ou à Saint-Jacques de Compostelle, ainsi que ceux qui ont fait vœu de religion et de chasteté. Bien que le texte ne présente aucune difficulté, il est singulier que quelques érudits soient d'avis que la réserve du pape ne s'appliquait qu'aux vœux de religion et de chasteté³⁴.

Il n'est pas inutile non plus de relever que les faveurs spéciales, accordées par surcroît aux pétitionnaires, n'ont rien de particulier. Dès le XIII^e siècle, on les trouve isolément dans d'innombrables lettres pontificales, originales ou enregistrées, chacune étant l'objet d'un acte distinct, ou même dispersées dans des bulles, précisément dans celle de Paul III, *Debita consideratione*, du 30 juillet 1540³⁵, parmi les privilèges octroyés aux référendaires. Concédées d'abord à des personnages de haut rang, rois, reines, grands dignitaires, ces faveurs, qu'il devint rapidement de mode de solliciter, furent peu à peu dispensées à des personnes de moindre qualité, avides de les obtenir à leur tour.

Comment est-on arrivé à les grouper et à les réunir en un seul titre ajouté au *confessionale*? Il semble bien que la classification par objet de ces indults ou privilèges dans les registres de toutes catégories de la chancellerie apostolique et des organismes de la curie, classification progressive et variable avec les temps, classification elle-même divisée parfois en groupements partiels, n'a pas été sans influencer sur la formation du *confessionale*³⁶.

Une étude des formules employées pour l'octroi de ces faveurs serait d'un intérêt certain. Le *Liber cancellarie* du temps des papes d'Avignon³⁷

³⁴ Voir par ex. *Dokumente zum Ablassstreit*, éd. Walther Köhler, Tübingen-Leipzig, 1902, pp. 86, 114 (= *Sammlung ausgewählter Kirchen- und dogmengeschichtlicher Quellen-schriften*, 2. Reihe, 3. Heft). Erreur répétée par le même historien, d'ordinaire mieux informé, dans *Das Buch der Reformation Huldrych Zwinglis...*, München, 1926, p. 19. — Les théologiens protestants du XVII^e siècle, eux, ne s'y sont pas trompés. Voir par exemple J. H. Hottinger, *Methodus legendi Historias Helveticas*, dans *Dissertationum miscellanearum pentas*, Tiguri, 1654, p. 521.

³⁵ *Bullarium Romanum*, ed. Taurinensis, n° XXX, pp. 286-298.

³⁶ Ce système de classification dans les registres, introduit au XIV^e siècle, a été étudié par de nombreux érudits tels que Ottenthal, Tangl, Göller. Il m'est impossible d'entrer dans le détail. On trouvera dans Bresslau, *Urkundenlehre*, I, 2^e éd., pp. 311-323, les principaux travaux publiés jusqu'en 1912. Au cours de ces dernières années, la question a été reprise par des diplomatistes allemands qui se sont appliqués à mieux définir le rôle et l'importance des secrétaires. Je pense en particulier aux articles de Gottfried Opitz et d'Andreas Kraus, publiés dans les *Quellen und Forschungen...*, 29 (1938-39), 30 (1940), 33-34 (1944), 53 (1958). Nombreux renvois aux *confessionalia*. — Du point de vue où nous sommes, c'est le groupement partiel des indults et des grâces de toute sorte, concédés, le même jour, à une personne déterminée, qui est le plus intéressant. Voir là-dessus Vidal, *Lettres communes de Benoît XII*, t. III, 1911, pp. LXVIII-LXIX. On peut aussi aisément reconstituer ces groupements en parcourant le recueil de A. et J. Tardif, *Privilèges accordés à la Couronne de France par le Saint-Siège*, Paris, 1855 (= *Documents pour servir à l'histoire de France*). Une fois de plus, je le répète, l'étude des seuls *confessionalia* enluminés est insuffisante.

³⁷ Tangl, *ouvr. cité*, pp. 307 et suiv.; voir spécialement les nos CVI-CX, CXLV, CLVIII et CLIX. — Sur l'autel portatif et l'indult le concernant, on trouve de nombreux

contient d'excellents exemples. Je me contenterai de donner en note quelques indications qui pourront être utiles aux érudits qui s'occupent de la question.

Au bas de la supplique, est apposée la signature du cardinal Guidiccioni, alors préfet de la signature de grâce³⁸. Elle valide à la fois le texte de la supplique et le sommaire. C'est une innovation introduite vers la fin du XV^e siècle, qui n'a pas toujours été observée. Auparavant, le prélat habilité à signer inscrivait, une première fois à la fin du texte, son nom et son titre, après la formule : *concessum ut petitur in presentia domini nostri pape...*, et une seconde fois, en regard du sommaire, à la suite du seul mot *Concessum*³⁹.

renseignements dans Joseph Braun, *Der christliche Altar*, I, 1924, pp. 37-86 et spécialement pp. 75-86. — La formule touchant l'heure à laquelle la messe pouvait être dite : *etiam antequam elucescat dies, circa tamen diurnam lucem*, est tirée d'une formule beaucoup plus étendue, que l'on trouve dans le *Liber cancellarie* (Tangl, ouvr. cité, p. 310, N° CIX) et plus tard encore dans la bulle *Debita consideratione* (§§ 15 et 26), mais dont plusieurs fragments apparaissent déjà dans des indults de Nicolas IV, 13 avril 1291 (*Registres*, éd. Langlois, N° 4887, voir Reg. Vat. 46, fol. 29v°), de Boniface VIII, 2 octobre 1301 (*Registres*, éd. Thomas, Digard, etc., N° 4220, voir Reg. Vat. 50, fol. 75v°). Comme il arrive souvent, la pratique a ici précédé de beaucoup la législation concernant l'heure de la messe basse et remonte bien avant le XIII^e siècle. Et la règle formulée par Burcard, en 1502, et introduite dans les rubriques : *missa debet dici ab aurora* (*Ordo missae Iohannis Burckhardi*, dans *Tract of the Mass*, éd. J. W. Legg, London, 1904, p. 126) n'a pas mis fin à la pratique de dire la messe *etiam ante diem*. A ce propos, je ne citerai qu'un ouvrage peu connu, celui de Franz Zimmermann, *Die Abendmesse in Geschichte und Gegenwart*, Wien, 1914. — Sur les inhumations en temps et lieux interdits, une des meilleures études est encore celle de F. Korber, *Das Interdikt*, dans *Archiv für Katholisches Kirchenrecht*, vol. 21 et 22 (1869). — Un des premiers exemples, sinon le premier, de la communication des indulgences des stations de Rome, se trouve dans le formulaire de Richard de Pofi (Berne, Bibliothèque de la Bourgeoisie, ms. 166, fol. 87a), étudié par Ernst Batzer, *Zur Kenntnis der Formularsammlung des Richard von Pofi*, Heidelberg, 1910, pp. 73, 75. E. Göller, dans *Göttingische gelehrte Anzeigen...*, 167. Jahrgang, 1905, p. 645, note 1, n'a pas connu ce manuscrit. — Au sujet de la dispense de l'abstinence, il suffit de rappeler que l'expression *de utriusque medici consilio* désigne le médecin du corps et le médecin de l'âme, à savoir le confesseur. — A propos de l'autorisation de pénétrer dans les monastères de moniales, aussi souvent accordée qu'interdite, il est bon de préciser l'expression : *monasteria monialium etiam sancte Clare ordinis*. Dans son *Tractatus de signatura gratiae* (Venetiis, 1584, fol. 103 v°), Quint. Mandosius, se référant au commentaire de Jean André († 1348), écrit : *Illa verba (etiam S. Clarae) ostendunt quod difficilius Papa concedere solet, quod quis intrare possit monasteria sancte Clarae, quam aliorum ordinum, propter naturam dictionis, etiam, quae adjicitur casui difficiliori, seu magis dubitabili, et implicat minus dubitabile...* En réalité, ce sont les privilèges pontificaux qui ont valu aux Clarisses la réputation de vivre dans une clôture plus stricte et plus sévère que celle des autres ordres de moniales.

³⁸ La séparation des deux signatures de grâce et de justice s'était faite progressivement à partir du pontificat de Sixte IV. Elle s'accroît sous Alexandre VI et prit sa forme définitive au début du XVI^e siècle, sous le pontificat de Jules II, chaque signature étant présidée par un cardinal portant le titre de préfet. Voir Katterbach, *Referendarii utriusque signaturae a Martino V ad Clementem IX et praelati signaturae supplicationum a Martino V ad Leonem XIII*, Città del Vaticano, 1931, p. XIV. (= *Sussidi per la consultazione dell'Archivio Vaticano*, vol. II. *Studi e Testi*, 55). — L'ouvrage de Petrus Santini, *De referendariorum ac signaturae historico-iuridica evolutione*, Romae, 1945, est un travail consciencieux, mais d'allure scolaire et trop schématique. L'auteur attribue entièrement la séparation des deux signatures à Alexandre VI et la situe en 1496, ce qui est trop précis. Toutefois, cet ouvrage est utile par son abondante bibliographie, parfois touffue.

³⁹ Voir Fabian, pl. XIV. Comparer pl. XVI, qui porte la signature du pape.

La date de cette supplique fait défaut, mais il est possible de la restituer avec beaucoup de probabilité comme on le verra plus loin.

Cela dit, reste à examiner cette catégorie spéciale de documents pontificaux dans la perspective de la diplomatie.

Le premier élément à prendre en considération est la clause : *et quod sola sufficiat signatura* qui figure dans le sommaire et qui est l'abrégé de la formule (ou d'une formule analogue) : *et quod presentis supplicationis sola signatura sufficiat aliarum litterarum expeditione*. On s'accorde généralement sur l'interprétation de cette clause. A elle seule, la signature du pape ou d'un prélat habilité à signer, suffit à conférer une pleine valeur juridique à la supplique, qui constitue, dès lors, un titre définitif. L'expédition d'une lettre apostolique par la chancellerie, avec toutes les formalités qu'elle comporte, n'est pas requise.

C'est une concession faite surtout à la tendance croissante des pétitionnaires à éviter les frais d'expédition d'une bulle⁴⁰ et à se contenter, en dérogation aux règles de la chancellerie, d'une supplique qui leur était remise immédiatement après avoir été agréée et signée.

Ainsi, la seule signature paraît être l'unique condition de la validité de ces *confessionalia*. Il ne devrait donc pas y avoir de problème. En réalité, les choses ne sont pas aussi simples qu'on pourrait le croire.

Au risque de déborder le cadre de cette notice, il convient, pour la clarté de l'exposé, de commenter ici une règle de la chancellerie, intitulée : *Revocatio confessionalium*⁴¹, établie par Innocent VIII, en mars 1488, lue et approuvée le 28 mars de l'année suivante⁴². Cette règle, que le pape lui-même appelle une constitution et à laquelle se réfèrent expressément plusieurs suppliques postérieures au 28 mars 1489, a été publiée dans certaines éditions des *Decisiones Rotae Romanae*, imprimées au cours de la première moitié du XVI^e siècle⁴³. J'en donne, en note, le texte⁴⁴, qui mérite plus d'attention

⁴⁰ Il suffit ici de rappeler un passage souvent cité de la lettre bien connue du cardinal Bessarion aux chanoines réguliers de Klosterneuburg, en 1472 : ... *supplicationem signari obtinuimus cum ea etiam clausula, quod sola signatura sufficiat, ad evitandum magnas expensas in litterarum expeditione subeundes*... Cernik, p. 329.

⁴¹ Il s'agit, bien entendu, de ce qui rendait les *confessionalia* révocables.

⁴² Schmitz-Kallenberg, *Practica*, p. XXII, n'a retenu que la date de 1488. Cernik, Bresslau et Erben l'ont suivi. Fabian, au contraire, pp. 53-54, a adopté celle de 1489, ce qui est logique et conforme aux règles de droit.

⁴³ Sur ces éditions, voir A. Fliniaux, *Contribution à l'histoire des sources du droit canonique. Les anciennes collections des Decisiones Rotae Romanae*, dans *Revue historique de droit français et étranger*, 4^e série, 4^e année, 1925, pp. 61-93 et 382-410. — Comme dans de nombreuses éditions de la fin du XV^e siècle et du XVI^e, ces textes fourmillent de fautes d'impression qui se corrigent presque toutes d'elles-mêmes. Je ne les ai pas signalées.

⁴⁴ D'après l'édition Etienne Gueynard et Jean Molin dit de Cambrai, Lyon, 1515, (Fliniaux, art. cité, p. 91), fol. 284, recto et verso :

Revocatio confessionalium.

... *Innocentius ... papa VIII plurimorum christifidelium relatione tenor [corr. memor?] factus, quod nonnulli quibus confessionalia in forma: Beatissime Pater per suam Sanctitatem concessa sunt, quia signaturam sue Sanctitatis non cognoscunt et quia data[ta] non sunt, in multas ambiguitates et errores incidunt, presertim falsificationis signature, et si ipsi confessionalia per datarium sue Sanctitatis in recognitione signature darentur, profecto*

qu'on ne lui en a accordé jusqu'ici. On se réfère d'ordinaire à une analyse des plus sommaires faite par Schmitz-Kallenberg. Même W. Erben s'en est contenté, lui qui a pourtant fort bien montré le parti que l'on pouvait tirer des clauses déroгатives qui apparaissent après le 28 mars 1489⁴⁵.

Voici l'essentiel de ce texte :

Il arrive que des fidèles restent dans l'incertitude et tombent dans l'erreur à la vue de la signature des *confessionalia in forma* : *Beatissime Pater* qui leur sont concédés. Ils ne connaissent pas la signature du pape, qui est d'ailleurs souvent falsifiée, et ces *confessionalia* ne sont pas datés. L'apposition de la date par le dataire authentifierait la signature et dissiperait tous les doutes qui pourraient s'élever. En conséquence, tous les *confessionalia in forma* : *Beatissime Pater*, signés par le pape ou par son mandataire, seront désormais sans valeur s'ils n'ont pas, comme les autres suppliques, passé par le dataire, et les confesseurs ne pourront pas s'en prévaloir. Comme il arrive à Sa Sainteté de céder aux demandes importunes des suppliants et de signer parfois des *confessionalia* portant la clause *quod sola eorum signatura sufficiat*, il est spécifié que, pour ne pas accroître les doutes et les hésitations des fidèles, les *confessionalia* munis de cette clause, mais non datés, seront à l'avenir frappés de nullité.

Cette insistance à souligner les doutes des fidèles — mises à part les clauses de style — pourrait s'expliquer, au moins en partie.

Comme pour la plupart des suppliques, le pape écrivait, de sa propre main, l'agrément qu'il donnait à un *confessionale* en employant, en général, la formule *fiat ut petitur* ou le mot *fiat*, qu'il faisait suivre, au moins depuis le pontificat de Martin V (1417-1431), de l'initiale de son nom de baptême. Si, dans le cas d'Innocent VIII, il n'y avait aucune difficulté, puisque son prénom était *Johannes Baptista*, il n'en allait pas de même pour d'autres papes. Ainsi, les fidèles ne savaient peut-être pas tous que Sixte IV, le prédécesseur

omnis dubitatio seclauderetur ac devotioni impetrantium suarum mentium tranquil[l]itatem consuleretur. Volens super his, prout suo incumbit officio christifidelium conscientie providere, ne scropulus aliquis in eorum ac confessorum ipsorum piis mentibus irripere aut incidere possit, hodie que est .XIII. [corr. XXII ?] mensis martii pontificatus sui anni .IIII. ac presenti constitutione, quam mandat inter clausulas sua Sanctitas in cancellarie apostolica describi, vult, statuit et ordinat omnia confessionalia in dicta forma : Beatissime Pater per suam Sanctitatem aut eius mandato in posterum signanda nullius prorsus momenti existere, ac per ea quibus illa concedentur nihil gratie concedi, confessoribusque ipsis illorum vigore electis nullam facultatem seu potestatem tribui, nisi confessionalia ipsa per datarium sue Sanctitatis, sicut alie supplicationes per suam Sanctitatem signate, data[ta] sint, et quia ad importunam supplicantium instantiam predicta confessionalia signare, aliquando sua Sanctitas solet quod sola eorum signatura sufficiat, ex quo ne in predictas immo maiores et varias ambiguitates christifideles incidant, vult eadem Sanctitas sua statuit et declarat quecunque confessionalia in posterum forte signanda quod sola eorum signatura sufficiat absque dicti datarii data, sint penitus irrita ut premititur et inania nulliusque roboris et efficacie in contrarium facientibus, non obstantibus quibuscumque.

Placet describatur et publicetur J(oh. Bapt. Cibó).

.....

Lecte et publicate fuerunt suprascripte regule Rome in cancellaria apostolica die sabbati .XXVIII., mensis martii, anno incarnationis dominice millesimo .CCCCLXXXIX., pontificatus prefati sanctissimi nostri pape anno quinto.

⁴⁵ Schmitz-Kallenberg, *Practica*, p. XXII et p. 73, note 3. — Erben, pp. 163-165.

immédiat d'Innocent VIII, signait *F*, de son nom *Franciscus della Rovere*. Cette signature était accompagnée parfois de diverses annotations, telles que *in forma*, *in forma communi*, *de confessionali in forma*. Sur quoi portaient les falsifications, je ne saurais le dire. En tout cas, il est évident que la signature du pape, accompagnée de la date inscrite par le dataire qui, dans la règle, assistait à la signature⁴⁶, supprimait toute contestation.

Sans doute y avait-il derrière cette règle de 1489 encore une autre intention. On sait qu'Innocent VIII s'efforça, sans toujours y parvenir, de limiter le nombre de ces faveurs que son prédécesseur avait si libéralement accordées. Il semble qu'il ait voulu mettre un peu d'ordre en cette affaire. Il ne faut pas oublier qu'il avait passé près de deux ans à la daterie avant son élévation au cardinalat⁴⁷.

Peut-être convient-il d'ouvrir ici une parenthèse et de rapprocher une autre règle de la chancellerie, en date du 1^{er} septembre 1489, concernant les *confessionalia per solam signaturam*, mais qui ne fait aucune allusion à l'obligation de les dater. Voici, en quelques mots, le résumé de cette règle (édition citée, fol. 284 v^o - 285 r^o) dont on trouvera le texte en note⁴⁸. Invoquant les demandes importunes des suppliants auxquels il accorde *sub simplici signatura*

⁴⁶ Ludovicus Gomes, *Compendium perquam breve utriusque signaturae* dans *Commentaria in iudicialia regulas cancellariae* : ... quando ad signaturam sunt omnes Congregati [Referendarii gratiae], una cum Datario qui semper signaturis pape assistere debet et solet, antiquior Referendariorum ... qui secundum turnum proponere debet, ante omnia orationem ... legere debet ... éd. Lugduni, 1610, fol. 150 v^o. Gomes avait été nommé référendaire par Paul III peu après 1539. — Le P. Katterbach, *Specimina*, p. XIII, écrit : *Ab ineunte vero saec. XV constitutum est officium datarii et sub Martino V Johannes de Feys primus est qui nomine datarii vocatur, quo praesente supplicationes signabantur statimque data muniiebantur ab eodem datario*. — Léonce Céliér, *Les dataires du XV^e siècle...*, Paris, 1910, pp. 77-78 (= *Bibliothèque des Ecoles françaises d'Athènes et de Rome*, 103), est plus nuancé. Avant la fin du XV^e siècle, le dataire doit assister autant que possible à la signature des suppliques.

⁴⁷ Céliér, *Les dataires...*, pp. 39-40. — Voir aussi Hofmann, *ouvr. cité*, I, pp. 93 et 94, note 1.

⁴⁸ *Quod confessionalia per solam signaturam nemini suffragentur, nisi in casibus in forma cancellarie contentis, cum inhibitione ne supplicationes huiusmodi cum clausula quod sola signatura sufficiat scribantur.*

... Innocentius ... papa VIII, attendens quod plerumque ad importunam petentium instantiam facultatem eligendi confessorum qui absolvat eligentes a peccatis per eos commissis sub simplici signatura concedit, et quia in huiusmodi facultatibus plura sepe numero continentur quae, in forma secundum quam littere apostolice super talibus facultatibus per cancellariam apostolicam expediri consueverunt, in quaterno dicte cancellarie annotata sunt expressa, et illi quibus conceduntur, propterea in dies ad peccandum procliviores redduntur et etiam facultatibus ipsis abutuntur non sine suarum periculo animarum, voluit et decrevit facultates huiusmodi, quas de cetero per suam Sanctitatem vive vocis oraculo vel per solam signaturam supplicationum per eum seu de mandato suo etiam motu proprio signatarum concedi contigerit, nemini suffragari posse et debere, nisi dumtaxat in casibus in forma predicta contentis districtius in virtute sancte obedientie et sub excommunicationis late sententiae pena quam contrafacientes eo ipso incurrant et a qua non nisi a Sanctitate sua preterquam in mortis articulo absolvi posse, voluit quibuscunque personis inhibendo, ne deinceps supplicationes super facultatibus huiusmodi cum illa clausula quod dictarum supplicationum sola signatura sufficiat, nisi secundum formam predictam ad cuiuscunque persone instantiam in forma qua signari possint quovis modo scribere presumant.

Placet et publicetur et describatur J(ohannes Cibó).

Lecta et publicata fuit suprascripta regula Rome in cancellaria apostolica die martis .I. septembris anno incarnationis dominice .M.CCCCLXXXIX. prefati sanctissimi domini nostri papa anno .V.

le droit de choisir un confesseur qui puisse les absoudre de leurs péchés, il prescrit, sous peine d'excommunication, que les pouvoirs du confesseur doivent être strictement limités aux cas spécifiés *in quaterno cancellarie*, qu'il s'agisse de suppliques concédées *vive vocis oraculo, per solam signaturam* ou même par *motu proprio*, signées par le pape ou par son mandataire.

En tout état de cause, l'important est de ne pas prendre au pied de la lettre l'affirmation d'Innocent VIII, que les *confessionalia* n'étaient pas datés avant la constitution de 1489 et que c'était la règle. Plusieurs *confessionalia*, datés et portant la clause *sola signatura*, donnent un démenti à cette affirmation, qui a été acceptée sans vérification par certains érudits. En généralisant, le pape entendait probablement marquer sa volonté de réagir contre la tendance des pétitionnaires à obtenir une signature le plus rapidement possible, sans formalités et aux moindres frais. Car, exiger l'apposition de la date sur tous les *confessionalia*, signés par le pape ou par son mandataire, assortis ou non de la clause *sola signatura*, c'était ajouter une démarche supplémentaire qui pouvait, en fin de compte, se traduire par le paiement de taxes à la daterie.

Reprenant les observations de W. Erben, s'abstenant, lui aussi, de recourir au texte de 1489 et se limitant aux suppliques enluminées, Fabian a donné d'utiles indications sur cette question de date. Pour la période antérieure au 28 mars 1489, sur les vingt-trois suppliques qu'il a décrites et qui sont toutes des *confessionalia*, aux sens strict et large du mot, il n'en a trouvé pas moins de six qui sont datées, et pour les années qui vont jusqu'à la fin du pontificat de Léon X (1521), il n'en cite que trois sur dix-sept qui portent une date.

Dans le premier cas, il a supposé que ces six *confessionalia* sont des exceptions qui pourraient s'expliquer par le désir des pétitionnaires d'avoir une pièce datée qui leur donnait la possibilité d'obtenir l'expédition de lettres apostoliques. Mais il conclut qu'il n'y avait probablement pas, à la chancellerie pontificale, avant la constitution de 1489, des règles concernant la datation des suppliques munies de la clause *sola signatura* ⁴⁹.

Dans le second cas, l'absence de date s'explique, au moins à l'origine, par des dérogations régulièrement obtenues. Peu après la publication de la constitution, dans une supplique adressée à Innocent VIII et que l'on peut dater de 1489, 28 mars-juillet, on trouve à la fin du texte une demande de dérogation, formulée en des termes qui sont de fait empruntés à certains passages de la règle de 1489 ⁵⁰. Parfois, il est rappelé que les *confessionalia per solam signaturam* n'ont aucune valeur s'ils ne sont pas datés par le dataire. Fabian a signalé les principales variantes de ces demandes qui, de moins en moins précises, finissent par n'être plus différenciées des clauses générales de dérogation et par se confondre avec elles ⁵¹.

⁴⁹ Fabian, pp. 56-57.

⁵⁰ *non obstantibus constitutionibus et ordinationibus ac regula cancellarie, qua caveatur quod confessionalia in forma : Beatissime Pater per sanctitatem vestram seu illius mandato in futurum signanda nullius roboris, nisi datata per datarium vestre sanctitatis fuerint, cui derogare placeat, contrariis quibuscumque.* Fabian, pp. 54-55.

⁵¹ *non obstantibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis, regulis cancellarie in contrarium editis et edendis, quibus hac vice specialiter derogare placeat, ceterisque*

Il est évident qu'en cette matière on ne peut pas tirer une conclusion générale en se tenant aux seules suppliques citées d'après Fabian. Elles sont trop peu nombreuses.

Rendant compte de l'ouvrage de Fabian, le professeur Karl August Fink, de l'Université de Tubingue, un des meilleurs connaisseurs des fonds des Archives du Vatican, a singulièrement élargi le débat ⁵². Non seulement il a touché la question de la date, mais aussi celle de l'enregistrement que Fabian, sur la foi de Bresslau, a exclue de son exposé. Partant de ses recherches dans les registres de suppliques de Martin V (1417-1431), il relève tout d'abord que les suppliques munies de la clause *sola signatura* remontent en tout cas aux premières années de ce pontificat, qu'elles sont datées et dûment enregistrées. Un rapide examen des registres d'Eugène IV (1442-1447) lui a permis de constater l'enregistrement d'une trentaine de suppliques *cum sola signatura*, qui sont datées et dont la plupart sont des *confessionalia*. Et il s'élève avec vigueur et avec raison contre l'assertion de Bresslau, prétendant qu'avant 1489 toutes les suppliques de ce genre, y compris les *confessionalia*, n'étaient ni datées, ni enregistrées ⁵³. Pour lui, celles qui ne portent aucune date doivent, au moins à l'époque qu'il a étudiée, être considérées comme des exceptions ⁵⁴. Et il conclut qu'un relevé systématique de ces documents dans les registres pontificaux conduirait peut-être à la découverte d'originaux enluminés dans des archives privées ou publiques. C'est une suggestion à ne pas négliger ⁵⁵.

Si l'on peut regretter que Fabian n'a pas retenu la question de l'enregistrement, il faut reconnaître que des érudits tels que le P. Katterbach et W. Erben, qui ont eu des originaux entre les mains, n'ont relevé aucune mar-

contrariis quibuscumque cum clausulis consuetis, ou bien : non obstantibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis ceterisque contrariis quibuscumque. Fabian, pp. 55 et 134. — Dans la supplique étudiée ici, la formule est encore plus brève : *constitutionibus et ordinationibus apostolicis ac cancellarie regulis non obstantibus quibuscumque.*

Toutefois, deux formules de dérogation employées à la fin du XV^e et au début du XVI^e siècle, méritent d'être relevées :

a) ... *quibuscumque cancellarie apostolice regulis ... quibuscumque verborum formis editis, presertim una qua caveri dicitur, quod confessionalia, nisi sub plumbo expedita aut per datarium Sanctitatis vestre datata fuerint, nullius sint roboris...* Fabian, pp. 54-55, pl. IX.

b) ... *cancellarie apostolice regulis, etiam per S. V. in contrarium editis, quibus, etiam si in eis caventur expresse, quod huiusmodi confessionalia non nisi sub plumbo et non per solam signaturam seu alias certis modo et forma, expediri debeant...* Fabian, p. 137.

Les explications qu'en donne Fabian (pp. 54-55, note 14) sont insuffisantes, de même que ses commentaires (pp. 55-56) de trois suppliques datées qui portent des demandes de dérogation plus ou moins formelles. Là encore, il ne faut pas chercher des règles trop précises et strictement appliquées.

⁵² *Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven und Bibliotheken*, XXIII (1931-1932), pp. 289-290.

⁵³ Bresslau, *Urkundenlehre...*, II, 2^e éd., pp. 22-24, 110-111.

⁵⁴ M. Fink reviendra sur ces questions lorsqu'il publiera l'Introduction aux documents relatifs à Martin V qu'il a analysés dans le *Repertorium Germanicum* IV. — Voir dans la même collection, I, *Pontificat Eugens IV.*, éd. Robert Arnold, 1897, introduction et p. 384, n^o 2385.

⁵⁵ Le hasard m'a fait découvrir un *confessionale*, accordé par Jules II aux Clarisses de Königsfelden le 20 décembre 1512, complètement enregistré (Arch. Vat. Reg. Suppl. 1401, fol. 72 ; photographie aux Archives fédérales), et dont l'expédition, sous forme de petite bulle, se trouve aux Archives d'Etat, à Aarau, Königsfelder Urkunden 880 a. Mais ce *confessionale* ne porte pas la clause *sola signatura sufficiat*.

que d'enregistrement. Fabian lui-même, qui a certainement examiné plusieurs des suppliques originales dont il possède des photographies, ne donne aucune indication là-dessus. Peut-être a-t-il, dans un cas ⁵⁶, laissé échapper l'occasion de procéder à une vérification qui aurait jeté quelque lumière sur cette question.

En résumé, c'est une observation qui s'impose d'évidence, tout n'est pas éclairci dans la question des *confessionalia*, et même des suppliques en général, portant la clause *quod sola signatura sufficiat* ⁵⁷. Le débat reste ouvert sur bien des points. On ne sait pas exactement dans quelles conditions les *confessionalia* étaient agréés, corrigés et signés. La date était-elle exigée, qu'aussitôt les fidèles sollicitaient des dérogations qui étaient immédiatement accordées. Était-elle apposée, qu'on ne saurait affirmer qu'elle impliquait nécessairement un enregistrement. Peut-être le vrai problème était-il celui du paiement des taxes. Il faut se garder d'établir une doctrine trop rigide. L'ordre parfait ne régnait pas toujours à la chancellerie pontificale. À bien des égards, il semble que l'octroi des *confessionalia* n'ait été qu'une affaire de routine et que l'on n'ait pas attaché une très grande importance à ces documents qui, à tout prendre, n'intéressaient que les pieux impétrants.

En tout état de cause, l'absence de date, même au milieu du XVI^e siècle, ne doit pas surprendre. Les conclusions de M. Georges Tessier sur les documents non datés du XII^e siècle sont parfaitement applicables ici : « Cette insuffisance et cette fantaisie témoignent de l'importance toute relative qu'on accordait communément alors à une donnée que nous considérons comme essentielle aujourd'hui ⁵⁸. »

Si la supplique qui est l'objet de cette notice est dépourvue de date, on en peut déterminer avec certitude les dates extrêmes entre lesquelles elle s'insère, grâce aux armoiries du pape, qui sont celles de Paul III, Alexandre Farnèse, le seul membre de cette famille qu'un conclave ait jamais porté au siège de saint Pierre. Elu le 13 octobre 1534, couronné le 3 novembre suivant, Paul III mourut le 10 novembre 1549.

⁵⁶ Pour deux suppliques, datées de Florence, le 13 octobre 1441, année 11 du pontificat, adressées à Eugène IV et signées par Jean [de Mella, évêque de] Zamora (nos 7 et 8 de sa liste, p. 114), Fabian n'a pas fait état des marques d'enregistrement reproduites par E. Göller, dans *Repertorium Germanicum, Clemen's VII. von Avignon*, I (1916), pp. 68*-69*, note 3, lettre c, d'après les indications fournies par Mgr Baumgarten : « libro VI, fol. XXVII R ». Si ces indications sont exactes, il n'aurait pas été difficile, me semble-t-il, de retrouver le registre des suppliques aux Archives du Vatican. Elles renvoient certainement au registre 377, cité par Katterbach, *Inventario dei registri delle suppliche*, Città del Vaticano, 1932, p. 27 : « anno 11... 377 (anc. 370), 6. ott. 13 - nov. 11 », à savoir le 6^e livre de l'année 11. La vérification valait la peine d'être faite, quel qu'en soit le résultat.

⁵⁷ Voir Franco Bartoloni, *Suppliche pontificie dei secoli XIII e XIV*, dans *Bullettino dell'Istituto storico italiano per il medio evo e Archivio Muratoriano*, n° 67 (1955), pp. 7-12. — Sur la clause *sola signatura sufficiat* et l'absence de date, on se réfère généralement au *Tractatus de officio et iurisdictione Datarii et de stylo datariae* ... de Theodorus Amydenus, paru à Venise en 1654. Il vaudrait la peine d'examiner systématiquement d'autres commentaires, antérieurs et postérieurs, des règles de la chancellerie. Bien souvent, on verrait percer le souci des officiers de la chancellerie de se voir priver de leurs émoluments.

⁵⁸ *La diplomatie*, 2^e éd., Paris, 1962, p. 51 (= Collection « Que sais-je ? », n° 536). On ne saurait trop recommander la lecture de ce petit volume précis et nuancé.

Ce n'est pas tout. Bartolomeo Guidiccioni ⁵⁹, créé cardinal le 19 décembre 1539, fut nommé, le 17 février 1540, préfet de la signature de justice et habilité à participer à la signature de grâce, bien que, de son propre aveu, ces matières lui fussent étrangères ⁶⁰. En qualité de préfet de la signature de justice, il est mentionné durant les années six à quinze du pontificat de Paul III (1540-1549) ⁶¹ ; à la signature de grâce, il n'apparaît qu'au cours de la quatorzième année du pontificat ⁶², à savoir du 3 novembre 1547 au 2 novembre 1548.

Le référendaire Ludovico Milanese ⁶³ n'est mentionné que pendant les années onze à seize du pontificat de Paul III, c'est-à-dire du 3 novembre 1544 au 10 novembre 1549. Il était donc en fonctions en même temps que le cardinal Guidiccioni.

Attendu que ces dates sont données par le P. Katterbach qui a soigneusement dépouillé les registres de suppliques du Vatican, on peut donc admettre que cette supplique a été présentée à la signature de grâce entre le 3 novembre 1547 et le 2 novembre 1548.

Est-il possible de préciser davantage ?

Parmi les éléments qui constituent la décoration de cette supplique figure, on l'a dit, un écu aux armes de France. C'est une allusion évidente à la nationalité du personnage qui était intervenu en faveur des impétrants afin de leur procurer la grâce qu'ils sollicitaient ⁶⁴. En principe, le Valais ou, plus exactement, l'Etat épiscopal, dont le chef portait le titre de prince du Saint Empire romain germanique, était alors de la Protection de la nation alle-

⁵⁹ Voir Vincenzo Schweitzer, *Kardinal Bartolomeo Guidiccioni 1469-1549*, dans *Römische Quartalschrift*, XX (1906), pp. 27-53, 142-161, 189-204 et surtout l'article de Hubert Jedin cité note 27.

⁶⁰ Ces renseignements sont tirés de l'introduction d'un traité intitulé *De signaturae gratiae necnon iustitiae*, de la main du cardinal, composé en 1540 (ms. Barberini lat. 1178) et dont Jedin a donné quelques extraits, p. 37, note 9 :

Perché gli uomini scrivono libri? La risposta suona di solito per ottenere gloria, denaro o favore. Me vero, prosegue, sola discendi necessitate ad scribendum de rebus mihi parum notis tractum fuisse, expertus sum. Ubi primum Romam veni, doctrinae beneficiorum ecclesiasticorum materiam tractare et in summam redigere, ut familiarem mihi redderem instituti. E Roma Parmam translatus ... de visitatione, vitiis et virtutibus ac sacramentis tractatus scribere aggressus sum, ut disciplinarum huiusmodi notitiam aliquam acquirerem. Nunc vero rursus Romam tractus, iustitiae signaturae praepositus et signaturae gratiae interesse non prohibitus, stilum, formas, regulas utriusque signaturae ignorare mihi in illis versanti turpe ducens, traditas ab antiquioribus prudentioribus et peritioribus colligendi ardor incessit.

Ces quelques notes s'expliquent aisément. Après avoir servi pendant dix-neuf ans le cardinal Alexandre Farnèse, le futur Paul III, en qualité de vicaire général du diocèse de Parme, Guidiccioni s'était sagement retiré, en 1528, dans sa propriété de Carignan près de Lucques. En 1535, il avait fait un séjour de deux mois à Rome. Enfin, en 1539, peu avant son élévation au cardinalat, il avait consenti à abandonner sa thébaïde.

⁶¹ Katterbach, *Referendarii utriusque signaturae...*, p. 93, n° 6.

⁶² Katterbach, *Referendarii...*, p. 92, n° 14. — Ciaconus-Aldouin, *Vitae Pontificum Romanorum et Cardinalium...*, t. III, Romae, 1677, col. 670 : *Bartholomaeus Guidiccionus ... Signaturae Gratiae et Iustitiae Praefectus...*

⁶³ Katterbach, *Referendarii...*, p. 100, n° 39. — Sur les référendaires en général, voir par ex. ce même ouvrage de Katterbach, p. XIII, et Santini, *ouvr. cité*, pp. 17 et suiv.

⁶⁴ Ainsi, sur une supplique adressée, en 1496, à Alexandre VI, par les religieuses d'Inzigkofen, près Sigmaringen, figurent les armoiries de Marquart Breisacher, agent de l'empereur Maximilien I^{er} qui, se trouvant précisément en Italie cette année-là, sollicita ce *confessionale*, comme l'atteste la chronique du couvent. Fabian, p. 98 et pl. VIII.

mande ⁶⁵. Pourquoi les pétitionnaires ont-ils préféré recourir à un intermédiaire français ? Cela s'explique aisément. Les deux principaux d'entre eux, Jean et Antoine Kalbermatter ⁶⁶, étaient des partisans déclarés de l'alliance avec la France. Le 14 août 1543 ⁶⁷, Jean, surnommé le *capitaneus regius*, avait signé une capitulation militaire avec les représentants de François I^{er}. Antoine, son jeune frère, avait fait ses études à Paris. En décembre 1532, il avait été désigné pour occuper, dans les écoles, l'une des deux places réservées par le roi aux Valaisans.

Qui a été l'intermédiaire français en cette affaire ? On peut, me semble-t-il, l'identifier à coup sûr. Il s'agit sans doute du cardinal Jean Du Bellay ⁶⁸,

⁶⁵ Josef Wodka, *Zur Geschichte der nationalen Protektorate der Kardinäle an der römischen Kurie*, Innsbruck-Leipzig, 1938, pp. 41 et 48 (= *Publikationen des ehemaligen Österreichischen Historischen Instituts in Rom*, 4).

Cet ouvrage, accompagné d'une liste des cardinaux protecteurs, n'est pas une histoire complète de l'institution des cardinaux protecteurs d'Etats, mais il en éclaire plusieurs aspects. On consultera avec profit le compte rendu qu'en a donné J. Vincke dans *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte, Kanonistische Abteilung*, XXVIII (1939), pp. 516-520, et l'ouvrage de Romier (cité note 68), I, p. 89 et suiv. Les renseignements que l'on a sur le Valais et la protection de la nation allemande sont maigres. Je donne ici le texte d'une lettre autographe inédite, datée de Rome, le 17 décembre 1605, adressée au secrétaire impérial Barvitijs par le cardinal Ottavio Paravicini, nonce apostolique auprès des cantons catholiques de 1587 à 1591, protecteur de la nation allemande de 1603 à 1611. Cette lettre, indiquée par Wodka, p. 48, qui se situe au moment de la difficile élection de l'évêque Adrien II de Riedmatten, pourrait être le point de départ de recherches dans les archives valaisannes.

Molto Illustrissimo Signor mio,

Oltre a quel che scrivo a Sua Maestà devo avisare che il negotio de Cambrai già scritto andará bene, perche circa l'elettione del vescovo Sua Santità non concederà cosa alcuna; nè alli Cardinali a chi è stato rimesso questo negotio pare bene, che si conceda.

La Chiesa Sedunense che già un'anno vaca, et fra li confini di Francia et Helvetia hanno dubitato se toccava alla protezione di Germania, habbiamo difese le ragioni come conveniva, si sono mostrati li esempi antichi, si è detto che è Prencipe dell'Imperio, et che o vâ, o manda alle Diete, et frà due giorni si spedirà, et perche è in quel paese, et la Chiesa ridotta a stato quasi miserabile se li condona ogni cosa, se da Sua Santità, come del particolare nostro, accioche veggano, che vogliamo il bene dell'anime loro, et non li beni loro, ch'è quanto devo dir a Vostra Signoria pregandole con il fine di questa dal Signore il bene che le desidero. Di Roma li XVII di decembre M.D.CV.

Di Vostra Signoria molto Illustrissima

Affettuosissimo como fratello per servirla

Il Cardinale Paravicino

Al Signor Barvitijs

(Wien, Staatsarchiv, Cod. 595, vol. 11, fol. 568)

⁶⁶ Sur les deux frères Kalbermatter, voir Hans Anton von Roten, *Die Landeshauptmänner von Wallis*, dans *Blätter aus der Walliser Geschichte*, XI (1951-1953), pp. 125-129, 137-143.

⁶⁷ Sion, Arch. Cant., ABS 205/69 (Correspondance avec la France 1510-1601), pièce n° 10. — Ed. Rott, *Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses...*, I (1900), p. 412, note 6.

⁶⁸ Aucune étude d'ensemble n'a été consacrée à Jean Du Bellay, bien que les principaux épisodes de sa vie soient assez bien connus. Sur sa carrière, voir Van Gulik-Eubel, *Hierarchia catholica*, III, 2^e éd., revue par Schmitz-Kallenberg, p. 24, n° 7. — Lucien Romier, *Les origines politiques des guerres de religion*, 2 vol., Paris, 1913 et 1914, a tracé, en particulier au t. I, pp. 104-115, un excellent portrait moral et physique du cardinal. Voir également V.-L. Bourrilly, *Guillaume Du Bellay, seigneur de Langey, 1491-1543*, Paris, 1904 (Thèse Lettres), *passim*. Ce Guillaume, homme de guerre et diplomate, qui a joué un grand rôle dans la politique française, était le frère de Jean.

qui était arrivé à Rome le 27 septembre 1547, en qualité de surintendant général des affaires royales en Italie, avec pleine autorité sur les autres membres français du Sacré Collège⁶⁹. Au mois d'avril 1548, sur sa demande et grâce à l'intervention de Montmorency, Jean Du Bellay avait obtenu d'Henri II le titre et la fonction de Protecteur intérimaire, en l'absence du cardinal de Ferrare, Hippolyte d'Este, titulaire de cette charge⁷⁰. L'écu aux armes de France peint sur la supplique des Valaisans est bien la marque du crédit dont il jouissait auprès de la cour de Rome et dont il ne manquait pas d'user en faveur des alliés et des amis du Roi.

On peut donc conclure que cette supplique, signée par le cardinal Guidiccioni entre le 3 novembre 1547 et le 2 novembre 1548, a été présentée après le mois d'avril 1548.

Il y a plus. Au cours de la diète des VII dizains du Valais, tenue du 21 au 23 mars 1548, le chanoine Jean Jordan fut élu évêque de Sion, en remplacement d'Adrien de Riedmatten. Sans délai, il sollicita des députés l'autorisation de se rendre à Rome afin d'obtenir l'expédition des bulles de confirmation. Il y trouverait, dit-il, des personnes de sa connaissance et il serait accompagné dans son voyage par quelques-uns de ses compatriotes. Il ne se mit en route qu'au mois de mai. A la cour de Rome, il rencontra bien des difficultés. Il fut obligé de se justifier de diffamations dont il était l'objet. Peut-être avait-il trop compté sur l'appui des « cardinaulx qu'on appelle impériaulx »⁷¹.

⁶⁹ Romier, I, pp. 104-106, a bien établi que la disgrâce de Jean Du Bellay ne date pas, comme on l'a souvent dit, de l'avènement de Henri II (1^{er} avril 1547) et qu'il est arrivé à Rome le 27 septembre 1547. — Voir aussi, du même auteur, *Notes critiques et documents sur le dernier voyage de Rabelais en Italie*, dans *Revue des études Rabelaisiennes*, X, 1912, pp. 113-142.

Le 29 septembre 1546, Jean Du Bellay s'était rendu à Rome (Van Gulik-Eubel, *Hierarchia catholica*, III, 2^e éd., p. 24, note 1). Selon toute vraisemblance, la mort de François I^{er}, survenue le 31 mars 1547, et les cérémonies du sacre de Henri II l'obligèrent à rentrer en France. Il quitta Reims le 27 juillet pour retourner à Rome le 27 septembre suivant.

⁷⁰ Plusieurs lettres (Romier, I, pp. 106—107) attestent que c'est à titre intérimaire que Jean Du Bellay remplit alors les fonctions de Protecteur. Lui-même, dans une lettre en date du 23 juin 1548, adressée à Boisrigaut, ambassadeur de France en Suisse — il en sera question plus loin — écrit : « ... je confesse que les cardinaulx françoys consentirent aiseement et moy entre aultres qui estoye leur ancien et qui tenoye le lieu de protecteur de France... »

C'est à tort que Wodka, *ouvr. cité*, p. 99, attribue au cardinal Du Bellay le titre de Protecteur en 1548. Il n'a pas connu l'ouvrage de Romier. La liste qu'il donne des cardinaux protecteurs, vice-protecteurs, comprotecteurs, est presque entièrement établie d'après les documents qui proviennent des Archives du Vatican et des Archives d'Etat de Vienne. Sans doute, elle apporte beaucoup de renseignements inédits, mais, en bien des cas, elle a besoin d'être vérifiée.

⁷¹ La biographie de l'évêque Jean Jordan a été écrite par M. Mario Possa dans son ouvrage *Die Reformation im Wallis bis zum Tode Bischof Johann Jordans 1565*, dans *Blätter aus der Walliser Geschichte*, t. IX, Jahrg. I-II, 1940, pp. 1-216 (Thèse Lettres Fribourg). M. Possa a utilisé une lettre adressée, le 23 juin 1548, à Louis Dagerant, s^r de Boisrigaut, ambassadeur de France en Suisse, dans laquelle le cardinal Jean Du Bellay raconte les déboires, en cour de Rome, de l'évêque élu de Sion (Paris, Bibl. nat., f. français 17888, fol. 17-18, or. ; photographie aux Archives fédérales, à Berne). M. Possa n'en a pas publié le texte, mais donné une adaptation allemande, parfois approximative, pp. 76-79. Toute la question de la confirmation par Rome de l'élection de l'évêque Jordan mériterait d'être reprise sur une base plus large.

Quoi qu'il en soit, ce fut par l'entremise du cardinal Jean Du Bellay que son élection fut confirmée en consistoire, le 13 juin 1548 ⁷².

Quels avaient été ses compagnons de voyage ? On sait seulement qu'un chanoine, « assai dotta e pratica persona », que l'on suppose être Jean Miles, le futur abbé de Saint-Maurice, avait suivi l'évêque Jordan à Rome ⁷³. Dans l'hypothèse que les frères Kalbermatter faisaient partie de l'escorte épiscopale ⁷⁴, tout serait fort clair. La supplique serait bien appropriée aux circonstances de ce voyage et pourrait être datée de mai-juin 1548. *

Achevé à Carabietta, le 15 avril 1967.

⁷² Arch. Vatican, Fondo Concistoriale, Acta Camerarii, t. 8, fol. 101^v-102^v :

M.D.XLVIII

... Die mercurii .XIII. junii, Romae, apud S. Marchum ... fuit consistorium secretum in quo ... Sanctissimus Dominus Noster ..., referente reverendissimo domino Nicolao etc. cardinale de Sermonetta, approbavit et confirmavit electionem per canonicos et capitulum Sedunen. factam de persona domini Joannis Jordani ecclesiae Sedunensis canonici in episcopum ipsius ecclesiae Sedunensis per obitum bonae memoriae Hadriani olim episcopi Sedunensis extra romanam curiam defuncti, eumque illi in episcopum et pastorem praefecit etc. cum retentione parochialis ecclesiae prioratus nuncupatae beate Mariae de Campo Martiniani, Sedunensis diocesis. Et cum dispensatione, derogatione et clausulis opportunis consuetis pro eodem Joanni electo, absolvens etc.

en marge : Sedunensis ecclesia

Tax. flor. 2000

flor. ad 1000

Le cardinal Nicolà Caëtani de Sermonetta, « le Sermonette », qui fit rapport au consistoire, appartenait à une illustre famille romaine. Il était né le 24 février 1526. Apparenté à Paul III, il fut créé cardinal, d'abord *in pectore* (en italien *in petto*), le 22 décembre 1536, puis publié le 13 mars 1538. Il avait un peu plus de vingt-deux ans quand il fut, le premier semble-t-il, informé des accusations portées contre l'évêque élu de Sion. Ce qui éclaire certains passages de la lettre du cardinal Du Bellay à Boisrigaut : « Le cardinal Sarmonette, ayant ladicte expedition (des bulles de confirmation), a proposé audict consistoire, il en voulut user saignement et comme de coustume en communiqua aux plus anciens de la compaignye ... noz dist les doubtes qu'on luy avoyt faictz en ceste matiere et les oppositions qui se y faisoient de la part d'ung nommé Bonnet ... le dict s^r cardinal, usant de modestie et ayant regard à sa jeunesse, nous envoya ledict Bonnet en personne... »

Au Sacré Collège, Sermonetta comptait parmi les partisans de la France et défendait plutôt les intérêts des Guises, contrairement à Du Bellay qui était, à cette époque, l'homme de Montmorency. Romier, *Les origines...*, I, pp. 98, 110, 126, et *passim*. — Sur la carrière de ce personnage, voir Van Gulik-Eubel, *Hierarchia catholica...*, t. III, 2^e éd., 1923, p. 25. — Ciaconus-Oldoinus, *Vitae Pontificum Romanorum et cardinalium...*, t. III (1677), col. 642-643.

⁷³ Lettre du nonce Franco au cardinal Farnèse, en date du 5 janvier 1549. Possa, *ouvr. cité*, p. 81.

⁷⁴ M. Hans Anton von Roten, qui a eu en main cette supplique, mais ne l'a pas étudiée, s'est contenté de dire que, vraisemblablement, les frères Kalbermatter ont accompagné l'évêque Jordan à Rome (*Blätter aus der Walliser Geschichte*, XI, p. 138).

* Cette notice n'aurait jamais été écrite sans l'amicale insistance et la patience de M. André Donnet. Aujourd'hui, je lui dis toute ma reconnaissance. Je pense aussi à mon cher et vieil ami M^{sr} Frutaz, qui n'a jamais cessé de s'intéresser à mes recherches, ainsi qu'au professeur K. A. Fink qui m'a donné de précieux conseils au départ. Enfin, je remercie M. Henry Beauchat, qui a bien voulu relire mon texte et m'a suggéré quelques heureuses corrections.